

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

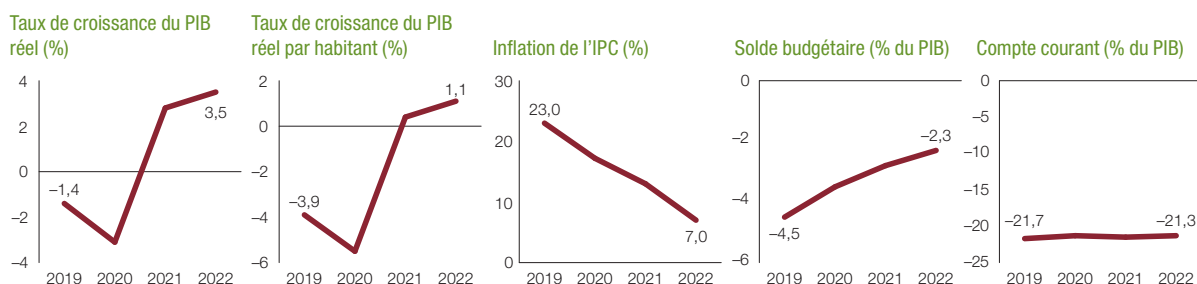
Le PIB réel s'est contracté de 3,1 % en 2020, soit la troisième année de recul en cinq ans. Le bilan de 2020 traduit une réduction de la demande extérieure en raison de la pandémie de COVID-19 et qui touche les principales exportations du Libéria. Sur le plan intérieur le secteur des services, en particulier le commerce de gros et de détail, et l'industrie hôtelière ont été les plus touchés. L'inflation était estimée de baisser jusqu'à 17,2 % en 2020 contre 23 % en 2019 en raison de la faible demande globale due aux mesures de confinement liées à la pandémie. Le déficit budgétaire a été estimé à 3,5 % du PIB en 2020 contre 4,5 % en 2019 grâce aux mesures gouvernementales relatives à la limitation des dépenses aux ressources budgétaires disponibles conformément au programme de Facilité de crédit élargie (FEC) du Fonds monétaire international (FMI). Le déficit de la balance des opérations courantes devrait se rétrécir à 21,3 % du PIB de sa valeur de 21,7 % en raison d'une facture moins onéreuse des importations de pétrole. Les réserves officielles brutes sont retombées à 2,3 mois de couverture des importations à la fin juin 2020, contre 2,4 mois un an plus tôt. La baisse des réserves a entraîné une dépréciation de 2,6 % du taux de change, qui est passé de 193 LRD pour un dollar américain en juin 2019 à 198 en juin 2020. La dette publique a augmenté et atteint 49 % du PIB fin septembre 2020, contre 38 % en septembre 2019 —une augmentation attribuée à l'emprunt du gouvernement auprès de la Banque centrale du Libéria (CBL). Depuis décembre 2019, le Libéria met en œuvre le programme FEC du FMI, qui vise à créer un environnement de politique macroéconomique sain et à s'attaquer aux goulets d'étranglement structurels sous-jacents.

Perspectives et risques

En 2021, la croissance du PIB réel devrait rebondir grâce à une demande croissante pour les exportations clés du Libéria, acier, or, diamant et caoutchouc —en supposant que les principaux pays importateurs d'Europe et d'Asie surmontent la pandémie de COVID-19. L'inflation devrait baisser à 13 %, le taux de change devrait se stabiliser, le déficit budgétaire devrait rester inférieur à 5 % à moyen terme. Le déficit du compte courant devrait se réduire grâce au maintien de la discipline budgétaire et à la politique monétaire rigoureuse, alignée sur le programme FEC du FMI. Cependant, ces perspectives pourraient être menacées par l'importante vulnérabilité aux chocs externes et de la persistance de la pandémie de COVID-19.

Questions et options de financement

Dans le cadre du programme FEC, le gouvernement s'est engagé à respecter la réglementation sur la dette, qui, entre autres, limite les prêts extérieurs à un taux préférentiel et exige une réduction des emprunts intérieurs auprès de la Banque centrale. Cette approche est soutenue par la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources intérieures (MRI) en cours qui vise à accroître les recettes intérieures en élargissant l'assiette des recettes et en minimisant les pertes fiscales, ainsi que par un approfondissement financier et le développement des marchés de capitaux. Néanmoins, ces efforts pourraient ne pas suffire à créer l'espace budgétaire nécessaire pour soutenir une reprise solide. Il faudrait envisager les options politiques suivantes : l'ancrage de la politique budgétaire sur la viabilité de la dette, l'approfondissement du marché financier pour renforcer le financement privé et la recherche d'une aide extérieure sous forme d'allègement de la dette, la suspension du service de la dette, la restructuration de la dette et des prêts concessionnels dans l'immédiat pour créer une marge de manœuvre budgétaire.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.